

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**ALLIANZ BANQUE**

Etablissement de crédit et prestataire de service d'investissement agréé par l'ACPR  
 Société anonyme au capital de 92 252 768,19 euros  
 Siège social : 1, cours Michelet 92800 Puteaux (France)  
 572 199 461 R.C.S. NANTERRE

*Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'assemblée générale ordinaire en date du 29 mai 2026*

**I. – Bilan au 31 décembre 2025**

(en milliers d'euros)

<b>Actif</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Caisses, Banques centrales		115 677	181 607
Effets publics et valeurs assimilées	<b>1</b>	34 441	33 973
Créances sur les établissements de crédit	<b>2 &amp; 17</b>	3 168	923
Opérations avec la clientèle	<b>3 &amp; 17</b>	703 116	744 704
Obligations et autres titres à revenu fixe	<b>4 &amp; 17</b>	121 303	76 721
Actions et autres titres à revenu variable	<b>5</b>	7	331
Participations et autres titres détenus à long terme	<b>6</b>	706	1 043
Parts dans les entreprises liées	<b>6</b>	359	404
Immobilisations incorporelles	<b>7</b>	0	19
Immobilisations corporelles	<b>7</b>	40	83
Autres actifs	<b>8</b>	16 395	20 700
Comptes de régularisation	<b>9</b>	12 190	10 890
<b>Total</b>		<b>1 007 402</b>	<b>1 071 398</b>

<b>Passif</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	<b>10 &amp; 17</b>	474	498
Opérations avec la clientèle	<b>11 &amp; 17</b>	400 383	378 162
Dettes représentées par un titre	<b>12 &amp; 17</b>	438 581	529 359
Autres passifs	<b>13</b>	44 115	36 182
Comptes de régularisation	<b>14</b>	6 863	4 753
Provisions	<b>15</b>	1 164	1 437
Capitaux propres hors FRBG	<b>16</b>	115 822	121 007
Capital souscrit		92 253	92 253
Primes d'émission		259	259
Réserves		20 376	20 376
Provisions réglementées		92	92
Report à nouveau		171	241
Résultat de l'exercice		2 671	7 786
<b>Total</b>		<b>1 007 402</b>	<b>1 071 398</b>

<b>Hors-bilan</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Engagements donnés</b>	<b>18</b>	<b>56 265</b>	<b>68 528</b>
Engagements de financement		38 949	52 709
Engagements de garantie		17 316	15 819
Engagements sur titres		0	0
<b>Engagements reçus</b>	<b>18</b>	<b>40 990</b>	<b>40 420</b>
Engagements de financement		40 990	39 876
Engagements de garantie		0	0
Engagements sur titres		0	544
<b>Instruments financiers à terme</b>	<b>19</b>	<b>794 690</b>	<b>825 899</b>

**II. — Compte de résultat**

(en milliers d'euros)

	<b>Notes</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Intérêts et produits assimilés	<b>21</b>	38 084	51 069
Intérêts et charges assimilées	<b>21</b>	-23 500	-31 113
Revenus des titres à revenu variable	<b>22</b>	11	12
Commissions (produits)	<b>23</b>	22 413	22 432
Commissions (charges)	<b>23</b>	-10 545	-10 120
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	<b>24</b>	230	-524
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	<b>25</b>	916	1 625
Autres produits d'exploitation bancaire	<b>26</b>	3 809	4 055

Autres charges d'exploitation bancaire	26	-4 398	-4 387
<b>Produit net bancaire</b>		<b>27 020</b>	<b>33 049</b>
Charges générales d'exploitation	27	-23 394	-23 332
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	7	-62	-32
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>3 564</b>	<b>9 685</b>
Coût du risque	28	-24	327
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>3 540</b>	<b>10 012</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		206	257
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>3 746</b>	<b>10 269</b>
Résultat exceptionnel		0	0
Impôt sur les bénéfices	29	-1 075	-2 483
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		0	0
<b>Résultat net</b>		<b>2 671</b>	<b>7 786</b>

### III. — Affectation du résultat

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration sur la gestion de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, ainsi que le rapport général des commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission de vérification et de contrôle au cours de cet exercice, **décide**, sur proposition du conseil d'administration, d'affecter le bénéfice de l'exercice 2025 s'élevant à 2 670 524,17 euros de la manière suivante :

- bénéfice de l'exercice, soit 2 670 524,17 euros

- auquel s'ajoute un report à nouveau de 170 825,40 euros

- le solde à répartir s'élève à 2 841 349,57 euros

- à titre de dividende aux associés 2 693 511,48 euros

soit 0,12 euro par action composant le capital social, ce dividende, éligible à l'abattement prévu par l'article 158-3-2 du Code général des impôts, sera mis en paiement à compter de ce jour,

**constate** que le solde, soit 147 838,09 euros, serait affecté en totalité au compte "Report à nouveau"

**prend acte**, en application des dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, que le montant des dividendes payés au titre des trois derniers exercices et le régime fiscal correspondant sont les suivants :

Exercices	2023	2024	2025
Montant du dividende par action	0,15 €	0,46 €	0,35 €
Montant de la distribution	3 366 889,35 €	10 325 127,34 €	7 856 075,15 €

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Extrait certifié conforme  
Mme Virginie REBILLON

### IV. — Annexe aux comptes du 31 décembre 2025

#### 1. Référentiel organisationnel et comptable

##### 1. Faits marquants de l'exercice

La stratégie d'Allianz Banque est restée inchangée s'articulant autour de la commercialisation d'actifs immobiliers, le soutien au développement des produits d'assurance-vie d'Allianz France, la digitalisation de l'ensemble des processus commerciaux.

La baisse des taux courts et la pentification de la courbe de taux a impacté défavorablement le résultat de la banque. La morosité du marché immobilier, en particulier, locatif n'a pas permis la reprise de la production des crédits, qui reste à un niveau faible.

Le résultat de 2,67 M€ intègre une variation positive de 0,27 M€ contre une variation positive de 1,56 M€ en 2024 des valorisations de swaps classés en position spéculative isolée mais dont l'objectif économique est la réduction du risque de taux. Allianz Banque a par ailleurs conservé son modèle organisationnel s'appuyant sur une externalisation importante.

##### 2. Présentation des comptes

La présentation des comptes est faite en conformité avec le Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ce règlement a été modifié par le règlement ANC n° 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, applicable aux exercices ouverts à compter du 01<sup>er</sup> janvier 2025 et appliqué pour la première fois à cet exercice.

##### 3. Principes généraux et méthodes d'évaluation

###### Principes généraux

Allianz Banque a procédé à un changement de méthodes comptables au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 sans conséquence significatives. Le règlement ANC N° 2014-07 a été modifié par le règlement ANC N° 2022-06 applicable de façon prospective pour les exercices ouverts à partir de 2025.

###### Changement de méthodes comptables

Allianz Banque a procédé à un changement de méthodes comptables au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

###### Options et méthodes d'évaluation

###### - Immobilisations corporelles et incorporelles (hors fonds de commerce)

Les immobilisations acquises pour compte propre sont comptabilisées au coût d'acquisition. Les coûts significatifs liés aux développements informatiques de sites Internet et des systèmes d'information environnants sont immobilisés comme des logiciels lorsqu'ils répondent aux normes énoncées par l'ANC.

Les amortissements sont calculés sur la durée probable d'utilisation des actifs concernés :

- . Agencements, mobiliers et matériels : 3 à 10 ans (méthode linéaire ou dégressive)
- . Logiciels : 3 ans (méthode linéaire)

### - Créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont régies par le règlement ANC N°2014-07 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. Les crédits sont inscrits au bilan à leur valeur nominale. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les commissions d'apporteurs versées à la souscription d'un crédit sont étalées de manière actuarielle aux taux d'intérêt effectifs. Ces commissions sont présentées en produit d'intérêts au P.N.B, et sont intégrées aux comptes d'encours de crédit concernés au bilan.

### - Créances douteuses

#### Classement

Sont classés en encours sains les crédits sans constatation d'incident de paiement de plus de 3 mois, ou avec incident constaté antérieurement à une reprise des paiements selon les modalités contractuelles ; les créances restructurées pour lesquelles aucun incident n'est constaté sont également classées en créances saines.

Sont classées en encours douteux les créances pour lesquelles un risque de non-recouvrement partiel ou total est probable et qui répondent à l'une des 2 conditions suivantes :

- . Impayés de plus de six mois pour les crédits immobiliers ou de plus de trois mois pour les autres types de crédit
- . Contrepartie présentant une situation financière dégradée ou faisant l'objet de procédures contentieuses.

Le passage d'une créance en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'ensemble des créances d'une contrepartie donnée. Les intérêts sur créances douteuses sont intégralement dépréciés s'ils ne sont pas couverts par une garantie.

Sont qualifiées d'encours douteux compromis les créances dont la déchéance du terme est prononcée. La comptabilisation des intérêts est suspendue à la date de passage en encours douteux compromis.

Lorsque les paiements des échéances ont repris de manière régulière, les créances sont reclassées en encours sains. Les créances restructurées dont la probabilité de recouvrement est jugée suffisante figurent également en encours sains.

#### Dépréciations

Les créances douteuses font l'objet dossier par dossier d'une dépréciation destinée à couvrir la perte probable pour les crédits adossés à des avoirs financiers (sauf cas des crédits pour acquisition de parts de SCPI) et les crédits aux sociétés, ou selon une méthode statistique appliquée sur des portefeuilles homogènes de créances pour les comptes ordinaires débiteurs, les prêts personnels et crédits permanents consentis à des particuliers. Ces dépréciations viennent en déduction des créances correspondantes à l'actif. Les intérêts sur créances douteuses comptabilisés en produits sont intégralement dépréciés. Les crédits à la consommation non garantis par des avoirs financiers adossés font l'objet d'une dépréciation dès constatation d'un premier impayé.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont portées dans la rubrique « coût du risque », à l'exception des dotations et reprises de dépréciations relatives aux intérêts sur encours douteux qui sont présentées dans le Produit Net Bancaire. Conformément au règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables, ces dépréciations sont constituées en valeur actualisée afin de couvrir l'ensemble des pertes prévisionnelles sur les encours douteux ou douteux compromis. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés.

L'actualisation est effectuée au taux effectif d'origine des encours correspondants pour les prêts à taux fixe, ou au dernier taux effectif déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable. En pratique, les flux prévisionnels ne sont actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative au regard de leurs montants prudemment estimés. En conséquence, seules les créances contentieuses ont fait l'objet d'une provision pour actualisation. Sont recensées au passif les provisions destinées à couvrir des risques hors-bilan individualisés.

### - Conversion des comptes en devises

Conformément aux dispositions édictées par le règlement ANC 2014-07, les éléments d'actif, de passif et les engagements hors-bilan de change au comptant exprimés en devises sont évalués au cours de marché à la clôture de l'exercice, à l'exception des éléments libellés en devises participant à la monnaie unique européenne, pour lesquels le taux de conversion officiel a été retenu. Les engagements de change à terme suivent la même règle. Les produits et charges en devises sont enregistrés au cours de change en vigueur le dernier jour du mois de leur perception ou de leur paiement ; les charges et produits courus mais non payés à la date de clôture sont convertis au cours de change à cette date.

### - Portefeuille de titres

Les titres sont classifiés en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor, obligations, titres de créances négociables du secteur public), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables, titres du marché interbancaire, parts de Fonds Communs de Créances), actions et autres titres à revenu variable. Leur portefeuille de destination - transaction, placement, investissement - correspond à l'objet économique de leur détention. Pour chaque catégorie de portefeuille ils sont soumis à des règles d'évaluation décrites dans les paragraphes suivants.

#### 1. Titres de transaction

Les titres détenus dans le cadre d'une activité de négociation rapide (intention de revente à brève échéance, en tout état de cause inférieure à 6 mois) sont enregistrés frais d'achat exclus et coupon courus inclus, et évalués individuellement à l'arrêté des comptes à leur prix de marché. Les plus et moins-values résultant de la différence entre ces deux termes sont immédiatement constatées en résultat.

#### 2. Titres de placement

Sont comptabilisés en titres de placement les titres acquis avec une intention de les conserver plus de 6 mois, sans nécessairement les détenir jusqu'à leur échéance. Ils sont inscrits au bilan à leur prix d'achat, hors frais d'acquisition (directement portés en charges) et hors intérêts courus non échus pour les titres dits à revenu fixe. Les intérêts courus non échus sont inscrits en créances rattachées, et les revenus de dividendes attachés aux actions de placement sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Pour les titres à revenu fixe, l'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres fait l'objet d'un étalement en compte de résultat sur la durée de vie résiduelle des titres selon la méthode actuarielle ; la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Lors de cessions, le prix de revient des titres est calculé suivant la méthode « premier entré, premier sorti » (FIFO).

A la clôture de l'exercice, les titres sont évalués individuellement :

- sur la base du cours de bourse à la date d'arrêté pour les titres cotés,

- sur la base de la valeur liquidative au 31 décembre ou dernière valeur liquidative connue pour les parts d'O.P.C.V.M.,  
- sur la valeur probable de négociation pour les titres non cotés et, en l'absence d'autres informations, d'après le prix de la dernière transaction réalisée.  
Les moins-values latentes, corrigées des gains latents sur les instruments de couverture le cas échéant, font l'objet de dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas prises en compte.

### **3. Titres d'investissement**

Sont comptabilisés en titres d'investissement les titres dits à revenu fixe (obligations, titres du marché interbancaire, bons du Trésor et autres titres de créances négociables) acquis avec l'intention de les conserver durablement, c'est-à-dire jusqu'à leur échéance. Ils font l'objet d'un financement adossé ou d'une couverture par un instrument de taux d'intérêt portant sur leur durée de vie résiduelle. Cette catégorie peut également inclure des titres à revenu fixe ayant fait l'objet d'un transfert depuis la catégorie « titres de placement » à l'occasion d'un changement de stratégie provoqué par une situation exceptionnelle de marché ou lorsque ces titres ne sont plus négociables sur un marché actif (règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables). L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres, ou la provision éventuelle transférée de la catégorie "titres de placement", font l'objet d'un étalement au compte de résultat et au bilan sur la durée de vie résiduelle des titres selon la méthode actuarielle ; la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement. A chaque arrêté comptable, les intérêts courus des titres à revenu fixe à coupon zéro, calculés au taux actuariel, sont comptabilisés en complément de la créance à l'actif, dans le même compte. Lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est jugée susceptible de compromettre le remboursement des titres, une dépréciation est constituée.

### **4. Titres de participation et filiales**

Sont enregistrés dans cette catégorie les titres dont on estime la possession durable utile à l'activité de l'établissement. Ces titres sont enregistrés à leur prix de revient, hors frais. A la clôture de l'exercice, soit ces titres sont maintenus à leur coût d'acquisition, soit le cas échéant, ils font l'objet d'une dépréciation fondée sur leur valeur d'usage appréciée en fonction du marché, de l'utilité, du cours de bourse ou de la quote-part d'actif net. Les revenus de dividendes attachés aux titres sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

### **5. Titres de l'activité de portefeuille**

Sont classés dans cette catégorie les titres acquis pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans exercer d'intervention dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus. Lors de la clôture de l'exercice, l'évaluation est fondée sur la valeur de marché déterminée titre par titre.

### **6. Titres mis en pension**

Les titres mis en pension figurent à l'actif du bilan dans leur portefeuille d'origine. La dette correspondante est portée au passif, pour la valeur au contrat, dans les postes « Dettes envers les établissements de crédit » ou « Comptes créditeurs de la clientèle ». Les résultats sur titres donnés en pension sont déterminés selon les règles applicables à la catégorie de portefeuille (transaction, placement ou investissement) dont ils sont issus.

Les titres reçus en pension sont portés dans un compte d'actif représentatif de la créance, en « Créances sur les établissements de crédit » ou « Créances sur la clientèle ». Les charges et produits d'intérêts relatifs aux titres mis ou reçus en pension sont comptabilisés au prorata temporis. En cas de variation significative de la valeur des titres donnés en pension, Allianz Banque appelle une marge auprès de ses contreparties. La banque peut aussi être appelée par ses contreparties, dans le cas de titres reçus en pension.

#### **- Dettes représentées par un titre**

Les intérêts capitalisés des emprunts à coupon zéro, calculés au taux actuariel, sont enregistrés en complément de la dette au passif, dans le même compte que l'emprunt. Les frais engagés à l'occasion de l'émission de tels emprunts sont amortis linéairement sur la durée de vie de l'emprunt correspondant et figurent en charges à répartir. Pour tous les emprunts émis, les intérêts sont comptabilisés en charges pour leur montant couru, calculé au prorata temporis sur la base des taux contractuels, cependant ils peuvent également être portés en compte de produits suite à l'impact des taux négatifs.

#### **- Opérations sur instruments financiers à terme**

La banque peut intervenir sur les différents marchés nationaux et internationaux, soit dans le cadre d'opérations de gestion des risques de taux et de change, soit pour effectuer des opérations d'arbitrage ou de spéculation.

Les engagements relatifs à ces opérations sont enregistrés dans les comptes de hors-bilan pour la valeur nominale des contrats (égale au prix d'exercice pour les options). Les résultats sont comptabilisés selon la finalité des opérations et les marchés concernés.

### **1. Opérations de couverture**

Les gains et pertes relatifs aux instruments utilisés pour réaliser une couverture, affectée dès l'origine à un élément ou à un ensemble d'éléments identifiés, sont enregistrés en résultat symétriquement à la prise en compte des charges et des produits sur les éléments couverts.

### **2. Opérations spéculatives**

Les contrats de taux d'intérêt à terme ferme ou conditionnel, échangés sur des marchés organisés ou assimilés (Notionnel, EURIBOR, ...), sont évalués à leur prix de marché à la date de clôture. Les gains ou pertes correspondants, latents ou réalisés, sont portés en résultat.

En ce qui concerne les autres instruments de taux d'intérêt à terme, seules les différences d'évaluation négatives nettes, c'est-à-dire les moins-values nettes latentes par ensembles homogènes de contrats, sont enregistrées en résultat par le biais de provisions pour pertes et charges.

Pour les contrats de change à terme conditionnel (options de change), les primes payées ou perçues sont enregistrées dans les rubriques « Autres actifs » ou « Autres passifs » et font l'objet, pour les opérations non dénouées à la clôture, d'une réévaluation « mark to market », les écarts d'évaluation étant constatés dans le résultat de l'exercice.

#### **- Frais de personnel**

La rubrique frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment le montant de la participation et de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice.

#### **- Impôts différés**

Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables retraitées et les valeurs fiscales des éléments de bilan. La méthode appliquée est celle du report variable selon laquelle les impôts différés constatés au cours des exercices antérieurs sont modifiés lors d'un changement de taux d'imposition. L'effet correspondant est enregistré en augmentation ou en diminution de la charge d'impôt différé. Seuls les actifs d'impôts différés, après la prise

en compte de tous les passifs d'impôts différés, dont la récupération est probable sont portés à l'actif du bilan. Cette capacité de récupération n'est pas présumée probable lorsque l'entreprise a supporté des pertes au cours des deux derniers exercices. L'analyse de la situation du groupe Allianz Banque a conclu qu'il convenait d'activer des impôts différés.

#### - Taxes

##### Groupe TVA

Les personnes assujetties établies en France et qui sont étroitement liées entre elles sur les plans financier, économique et de l'organisation peuvent demander à constituer un assujetti unique conformément à l'article 256 C du CGI. Ce régime optionnel de groupe TVA, ouvert à tous les secteurs d'activité économique, est applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023. Il vise à simplifier la gestion fiscale des groupes en permettant la neutralisation des transactions économiques intragroupes au regard de la TVA. C'est dans ce contexte que le groupe Allianz a opté en octobre 2022 pour constituer un groupe TVA effectif à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Ce groupe dont l'assujetti unique est Allianz Holding Frances s'intitule ASU GROUPE TVA ALLIANZ FRANCE et comprend 17 entités dont :

- 6 sociétés d'assurances (Allianz IARD, Allianz VIE, Allianz Retraite, Protexia France, Génération Vie, La Rurale).
- 5 sociétés de droit commun (Allianz France, ACAR, Assurances Médicales, SNC Allianz Informatique, Allianz Technology SAS).
- 2 sociétés immobilières (Passage des Princes, SCI Via Pierre I),
- 2 succursales françaises (Allianz Real Estate GmbH, Allianz Global Investors GmbH),
- une société bancaire (Allianz Banque).

#### - Provisions

Les provisions sont constituées en vue de couvrir des risques ou charges clairement identifiés et mesurables.

Les provisions non liées à des opérations bancaires sont constituées conformément au règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables : elles sont subordonnées à l'existence d'une obligation vis-à-vis des tiers sans contrepartie future.

#### - Droit Compte Personnel de formation

La loi n°2004-391 du 4 mai 2004, relative à la formation professionnelle et au dialogue social, repris dans l'accord de branche du 8 juillet 2005 sur la « formation tout au long de ma vie dans les Banques », ouvrait, pour les salariés en CDI dont le temps de travail est au moins 80% d'un temps plein, un droit individuel à formation d'une durée de 20 heures minimum par an, cumulable sur une période de six ans, mais plafonné à 120 heures. Les salariés en CDI dont le temps de travail est inférieur à 80% d'un temps plein acquéraient des droits DIF au prorata de leur temps de travail. Les salariés en CDD acquéraient des droits DIF après un délai de carence de 4 mois.

La loi n°2014-288 du 5 mars 2014, relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, repris dans l'accord de branche du 8 juillet 2005 sur la « formation tout au long de ma vie dans les Banques », met fin au DIF et le remplace par un compte personnel de formation. L'alimentation du CPF se fait, pour les salariés en CDI dont le temps de travail est au moins 80% d'un temps plein, à hauteur de 24 heures minimum par an, cumulable sur une période de cinq ans, puis 12 heures par an les années suivantes avec un plafond maximum de 150 heures. Les salariés en CDI dont le temps de travail est inférieur à 80% d'un temps plein acquièrent des droits CPF au prorata de leur temps de travail. Les salariés en CDD acquièrent des droits CPF après un délai de carence de 4 mois. Les heures acquises par les salariés au 31/12/2014 dans le cadre du DIF sont reportables dans le CPF sur initiative des salariés à l'ouverture de leur CPF.

#### - Engagements en matière de retraite

Les indemnités de fin de carrière ont été évaluées selon les termes de l'accord d'entreprise d'Allianz Banque signé en août 2001. Allianz Banque provisionne son engagement conformément à la recommandation ANC 2013-02 et comptabilise les écarts actuariels en compte de résultat. Suite à la décision de l'IFRS IC 2021, et la modification de la recommandation de l'ANC 2013-02 du 5-11-2021, la société a fait le choix d'étaler l'engagement sur la période d'acquisition des droits du salarié et non sur la période totale d'activité du salarié, pour s'aligner sur les comptes consolidés présentés ou conformément à la norme IAS 19.

La provision pour indemnités de départ à la retraite s'élève à 821 milliers d'euros au 31 décembre 2025.

La provision pour primes de médailles du travail est passée en 2025 de 215 milliers d'euros à 208 milliers d'euros.

#### - Politique de rémunération

Le Conseil d'Administration a arrêté les principes de la politique de rémunération de l'établissement et valide les propositions de la Direction Générale. Il assure la consultation annuelle de l'Assemblée Générale Ordinaire sur l'enveloppe de rémunération. Le comité de rémunération, créé en septembre 2019, prépare les décisions que le Conseil d'Administration décide concernant les rémunérations.

Seules les rémunérations du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués sont gérées par le Comité de Rémunération d'Allianz France.

Le Directeur Général et les Directeurs Généraux Délégués bénéficient, en tant que Allianz Executive, d'une rémunération conforme à ce statut Allianz (et approuvé chaque année par le comité de rémunération groupe), avec une part variable versée au cours de l'exercice suivant.

Les critères de bonus du Directeur Général comportent une part de 50% du bonus directement liés aux résultats financiers d'Allianz France. Ce bonus n'a pas de référence explicite aux résultats économiques et comptables des activités de marché. La fixation annuelle du bonus en fonction des résultats obtenus est déterminée d'une part en comité de rémunération d'Allianz France et, d'autre part, remontée au comité de rémunération d'Allianz SE. Une clause spécifique permet de diminuer, voire d'annuler cette part variable de rémunération en fonction de prises de risques excessives impactant la rentabilité de l'entreprise.

#### -- Comptes inactifs

Conformément à la définition des comptes inactifs présent dans l'article L312-19 du Code Monétaire et Financier, Allianz Banque a 5 123 comptes inactifs (détenus par 3 607 clients) représentant un encours de 6,3 M€. Au cours de l'année 2025, 351 comptes inactifs ont fait l'objet d'un reversement à la Caisse des Dépôts et consignations pour un encours de 0,30 M€.

#### 4. Autres points

Le modèle opérationnel d'Allianz Banque est resté similaire à celui des années précédentes et s'appuie sur une large externalisation auprès du groupe Allianz et de prestataires externes, en particulier des entités du groupe Crédit Mutuel Arkéa dont Arkéa Banking Services, qui effectuent le traitement des opérations bancaires jusqu'à l'intégration des données dans les systèmes d'information. Allianz Banque a mis une gouvernance spécifique pour s'assurer de la qualité des prestations servies et de la fiabilité des informations transmises par le Crédit Mutuel Arkéa.

#### 5. Evénements postérieurs à la clôture

Les impacts financiers provoqués par la Guerre en Iran ne sont pas significatifs pour Allianz Banque.

**2. Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan et compte de résultat****Note 1. Effets publics et valeurs assimilées**

En milliers d'euros	31/12/2025			31/12/2024		
	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	Total
Titres détenus (valeur brute)	34 339		34 339	33 988		33 988
Créances rattachées	129		129	129		129
<b>Total brut</b>	<b>34 468</b>		<b>34 468</b>	<b>34 117</b>		<b>34 117</b>
Dépréciations	-27		-27	-144		-144
<b>Total net</b>	<b>34 441</b>		<b>34 441</b>	<b>33 973</b>		<b>33 973</b>
Résultat latent du portefeuille titres						
Plus values latentes	6		6	0		0
Moins values latentes	-27		-27	-144		-144
dépréciées à hauteur de :	-27		-27	-144		-144
non comptabilisées en résultat						
Différence entre prix d'acquisition et prix de remboursement						
Décôtes	102		102	102		102
Amorties à hauteur de	-48		-48	-18		-18
Surcôtes	-1 379		-1 379	-1 379		-1 379
Amorties à hauteur de	664		664	284		284

Les plus et moins-values latentes sur titres tiennent compte de la valorisation des titres (0,159M€) et de la valorisation des swaps de couverture (-0,180M€).

**Note 2. Créances sur les établissements de crédit**

En milliers d'euros	31/12/2025			31/12/2024		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	2 781		2 781	533		533
Prêts, valeurs reçues en pension		380	380		380	380
Créances rattachées		7	7		10	10
<b>Total</b>	<b>2 781</b>	<b>387</b>	<b>3 168</b>	<b>533</b>	<b>390</b>	<b>923</b>

**Note 3. Opérations avec la clientèle - Actif**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Créances commerciales		
Créances rattachées		
Prêts et crédits	699 029	739 829
Créances rattachées	1 381	1 428
Comptes ordinaires	1 882	1 017
Créances rattachées	27	38
Créances douteuses	1 026	2 601
dont douteux compromis	280	274
Créances rattachées	10	76
Dépréciations	-239	-285
dont dépréciation s/ douteux compromis	-214	-197
<b>Total</b>	<b>703 116</b>	<b>744 704</b>

Le taux de couverture des créances douteuses s'élève à 23 % contre 11 % en 2024 en lien avec une baisse des créances clientèle. Par rapport au total des créances, le taux de créances douteuses est en nette baisse par rapport à 2024 et atteint 0,15% soit -0,20%

Ventilation des encours par type de contrepartie :

En milliers d'euros	31/12/2025			31/12/2024		
	Entreprises	Particuliers	Total	Entreprises	Particuliers	Total
Comptes ordinaires débiteurs	1 300	582	1 882	52	965	1 017
Concours à la clientèle	46 175	652 854	699 029	41 124	698 705	739 829
Encours douteux net	9	788	797	19	2 373	2 392
Créances rattachées hors douteux	166	1 242	1 408	128	1 338	1 466
<b>Total</b>	<b>47 650</b>	<b>655 466</b>	<b>703 116</b>	<b>41 323</b>	<b>703 381</b>	<b>744 704</b>

**Note 4. Obligations et autres titres à revenu fixe**

En milliers d'euros	31/12/2025			31/12/2024		
	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	Total
Titres détenus (valeur brute)	120 306	0	120 306	76 255	0	76 255
Créances rattachées	1 016	0	1 016	642	0	642
<b>Total brut</b>	<b>121 322</b>	<b>0</b>	<b>121 322</b>	<b>76 897</b>	<b>0</b>	<b>76 897</b>
Dépréciations	-19	0	-19	-176	0	-176
<b>Total net</b>	<b>121 303</b>	<b>0</b>	<b>121 303</b>	<b>76 721</b>	<b>0</b>	<b>76 721</b>
Résultat latent du portefeuille titres						
Plus-values latentes	60	0	60	0	0	0
Moins-values latentes	-145	0	-145	-176	0	-176
- dépréciées à hauteur de	-145	0	-145	-176	0	-176
- non comptabilisées en résultat	0	0	0	0	0	0
Différence entre prix d'acquisition et prix de remboursement						
Décôtes	4 676	0	4 676	0	0	0
Amorties à hauteur de	-3 000	0	-3 000	0	0	0
Surcôtes	-234	0	-234	-3 713	0	-3 713
Amorties à hauteur de	52	0	52	-1 768	0	-1 768

Le portefeuille de titre à revenu fixe est uniquement composé de titres investis pour constituer un coussin de liquidité.

Les plus et moins-values latentes sur titres (+ 0,175 M€) tiennent compte de la valorisation des swaps de couverture (-0,260 M€).

Aucune modification du classement comptable des actifs concernés n'est intervenue.

**Note 5. Actions et autres titres à revenu variable**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Titres détenus	22	4 867
Créances rattachées		
Dépréciations sur titres	-15	-4 536
<b>Total net</b>	<b>7</b>	<b>331</b>
Résultat latent du portefeuille titres		
Plus values latentes	8	8
Moins values latentes	-15	-4 536
dépréciées à hauteur de	-15	-4 536
non comptabilisées en résultat	0	0

**Note 6. Participations, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées****1 - Variation de l'exercice**

En milliers d'euros	31/12/2024	Augmentation	Diminution	31/12/2025
<b>Participations</b>				
Valeur brute	18	0	-1	17
Dépréciations	0	0	0	0
<b>Valeur nette</b>	<b>18</b>	<b>0</b>	<b>-1</b>	<b>17</b>
<b>Autres titres détenus à long terme</b>				
Valeur brute	1 025	151	-487	689
Dépréciations	0			0
<b>Valeur nette</b>	<b>1 025</b>	<b>151</b>	<b>-487</b>	<b>689</b>
<b>Entreprises liées</b>				
Valeur brute	404	0	0	404
Dépréciations	0	-45	0	-45
<b>Valeur nette</b>	<b>404</b>	<b>-45</b>	<b>0</b>	<b>359</b>

Le portefeuille est évalué suivant la situation nette et intègre le certificat au fond de garantie pour 689 milliers d'euros.

**2 - Liste des filiales et participations**

Forme Juridique / Sociétés / Siège social En milliers d'euros	Capital	Primes d'émission & réserves	Quote-part capital détenue	Résultat dernier exercice clos	Valeur brute comptable	Valeur nette comptable
S.A. Allianz Immovalor 1 Cours Michelet - CS30051 - 92076 Paris la Défense Cedex	553	6 105	NS	7 436 (1)	3	3
S.A. Allianz IARD 1 Cours Michelet - CS30051 - 92076 Paris la Défense Cedex	991 967	332 382	NS	306 537 (1)	1	1
S.A.S. Allianz Patrimoine Immobilier 1 Cours Michelet - CS30051 - 92076 Paris la Défense Cedex	1 000	28	0,4	-140 (1)	400	355
S.C.P.I. Allianz Domi 1 Tour Allianz One - 1 cours Michelet – CS30051 - 92076 Paris la Défense Cedex	77 312	1 718	NS	1347 (2)	1	1
S.C.P.I. Allianz Domi 2 Tour Allianz One - 1 cours Michelet – CS30051 - 92076 Paris la Défense Cedex	47 575	1 350	NS	1 124 (2)	1	1
S.C.P.I. Allianz Domi 3 Tour Allianz One - 1 cours Michelet – CS30051 - 92076 Paris la Défense Cedex	24 366	1 089	NS	672 (2)	1	1
S.C.P.I. Allianz Domi 4 Tour Allianz One - 1 cours Michelet – CS30051 - 92076 Paris la Défense Cedex	22 675	324	NS	673 (2)	7	7
S.C.P.I. Sofipierre 303, square des Champs Elysées - Evry Courcouronnes - 91026 Evry Cedex	37 366	65 901	NS	6 839 (2)	2	2
S.C.P.I. Allianz Pierre Tour Allianz One - 1 cours Michelet – CS30051 - 92076 Paris la Défense Cedex	780 039	460 738	NS	53 720 (2)	5	5
S.C.P.I. Domivalor 4 Tour Allianz One - 1 cours Michelet – CS30051 - 92076 Paris la Défense Cedex	94 266	9 759	NS	2 583 (2)		
(1) bilan au 31/12/2025 (2) bilan au 31/12/2024						

**3 - Opérations avec les entreprises liées et participations**

En milliers d'euros	31/12/2025			31/12/2024		
	Total du poste	Entreprises liées	%	Total du poste	Entreprises liées	%
<b>Actif</b>						
Créances sur établissements de crédit	3 168			923		
Créances clientèles	703 116	1 299	0%	744 704	52	0%
Titres à revenu fixe	121 303			76 721		
Autres actifs	16 395	963	6%	20 700	4 174	20%
Comptes de régularisation	12 190	8 397	69%	10 890	5 447	50%
<b>Passif</b>						
Dettes sur établissement de crédit	474			498		
Opérations avec la clientèle	400 383	43	0%	378 162	420	0%
Dettes représentées par un titre	438 581			529 359		
Autres passifs	44 115	4 077	9%	36 182	1 415	4%
Comptes de régularisation	6 863			4 753		

Les opérations réalisées avec les entreprises liées considérées comme significatives sont mentionnées, et ce uniquement à ce titre (aucune opération opérée avec des entités liées définie dans le règlement 99-02 n'existe, les opérations étant réalisées à des conditions normales de marché).

**Note 7. Immobilisations corporelles et incorporelles**

En milliers d'euros	31/12/2024	Augmentation	Variation dépréciation	Diminution	31/12/2025
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Montant brut	401	0		-131	270
Amortissements	-318	-43		131	-230
<b>Montant net</b>	<b>83</b>	<b>-43</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>40</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Montant brut	6 803	0			6 803
Amortissements	-6 784	-19			-6 803
<b>Montant net</b>	<b>19</b>	<b>-19</b>		<b>0</b>	<b>0</b>

## Note 8. Autres actifs

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Etat	2 175	1 740
Prime épargne-logement		
Primes versées sur instruments conditionnels achetés	0	0
Dépôts de garantie versés	9 832	11 040
Opérations sur titres	0	0
Autres débiteurs divers	4 006	7 538
Créances rattachées	382	382
Capital souscrit non versé		
<b>Total</b>	<b>16 395</b>	<b>20 700</b>

La ligne dépôts de garantie versés correspond aux appels de marge sur swaps.

## Note 9. Comptes de régularisation - Actif

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Valeurs à l'encaissement	77	51
Comptes d'ajustement		
Primes émission TCN et emprunts obligataires	11	33
Charges constatées d'avance	207	174
Produits à recevoir	11 492	10 083
Comptes de régularisation divers	59	120
Impôts différés actif	344	429
<b>Total</b>	<b>12 190</b>	<b>10 890</b>

## Note 10. Dettes envers les établissements de crédit

En milliers d'euros	31/12/2025			31/12/2024		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial						
Dettes rattachées sur comptes d'épargne						
Comptes ordinaires	89	-	89	111	-	111
Comptes à terme et emprunts		380	380		380	380
Titres donnés en pension livrée						
Dettes rattachées		5	5		7	7
<b>Total</b>	<b>89</b>	<b>385</b>	<b>474</b>	<b>111</b>	<b>387</b>	<b>498</b>

## Note 11. Opérations avec la clientèle - Passif

En milliers d'euros	31/12/2025			31/12/2024		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial	189 450		189 450	189 166		189 166
dont dépôts collectés	223 441		223 441	226 776		226 776
dont centralisation à la CDC	-33 991		-33 991	-37 610		-37 610
Dettes rattachées sur compte d'épargne à régime spécial	1 651		1 651	2 023		2 023
dont dettes rattachées sur compte épargne	2 419		2 419	3 173		3 173
dont créances rattachées sur centralisation CDC	-768		-768	-1 150		-1 150
Comptes ordinaires	208 597		208 597	186 382		186 382
Comptes à terme et emprunts		677	677		579	579
Titres et valeurs donnés en pension						
Dettes rattachées	5	3	8	6	6	12
<b>Total</b>	<b>399 703</b>	<b>680</b>	<b>400 383</b>	<b>377 577</b>	<b>585</b>	<b>378 162</b>

## Note 12. Dettes représentées par un titre

En milliers d'euros	31/12/2025			31/12/2024		
	Principal	Dettes rattachées	Total	Principal	Dettes rattachées	Total
Titres du marché interbancaire						
Titres de créances négociables	435 400	3 181	438 581	523 400	5 959	529 359
Emprunts obligataires						
<b>Total</b>	<b>435 400</b>	<b>3 181</b>	<b>438 581</b>	<b>523 400</b>	<b>5 959</b>	<b>529 359</b>

**Note 13. Autres passifs**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Primes reçues sur instruments conditionnels vendus		
Dépôts de garantie reçus sur instruments financiers (1)	25 404	22 615
Etat	1 251	1 587
Rémunérations dues au personnel	3 546	3 590
Charges sociales	516	469
Opérations sur titres	4 516	2 841
Divers	8 882	5 080
<b>Total</b>	<b>44 115</b>	<b>36 182</b>

(1) La ligne dépôts de garantie reçus correspond aux appels de marge sur swaps.

**Note 14. Comptes de régularisations - Passif**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	2 103	625
Produits constatés d'avance	388	415
Charges à payer	3 284	2 486
Comptes de régularisation divers	1 088	1 227
<b>Total</b>	<b>6 863</b>	<b>4 753</b>

**Note 15. Provisions****1- Provisions sur opérations bancaires**

En milliers d'euros	31/12/2024	Dotations	Reprises		Autres variations de l'exercice	31/12/2025
			Utilisées	non utilisées		
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature et risques de contreparties	28					28
Provisions sur instruments financiers à terme	352	50		-320		82
<b>Total</b>	<b>380</b>	<b>50</b>	<b>0</b>	<b>-320</b>	<b>0</b>	<b>110</b>

**2- Autres provisions**

En milliers d'euros	31/12/2024	Dotations	Reprises		Autres variations de l'exercice	31/12/2025
			Utilisées	non utilisées		
Provisions pour engagements sociaux	1 057	4	-7	0	-	1 054
Provisions pour frais administratifs	0	-	0	0		0
Autres provisions	-	-		0		0
<b>Total</b>	<b>1 057</b>	<b>4</b>	<b>-7</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 054</b>

**3- Total provisions**

En milliers d'euros	31/12/2024	Dotations	Reprises		Autres variations de l'exercice	31/12/2025
			Utilisées	non utilisées		
Provisions sur opérations bancaires	380	50	-	-320	0	110
Autres provisions	1 057	4	-7	0	-	1 054
<b>Total</b>	<b>1 437</b>	<b>54</b>	<b>-7</b>	<b>-320</b>	<b>0</b>	<b>1 164</b>

**Note 16. Capitaux propres**

En milliers d'euros	31/12/2024	Affectation résultat exercice précédent	Autres variations de l'exercice	31/12/2025
Capital	92 253			92 253
Prime d'émission	259			259
<b>Total réserves</b>	<b>20 376</b>			<b>20 376</b>
Réserve légale	20 201			20 201
Réserves facultatives	174			174
Provisions réglementées	92			92
Report à nouveau	241	-70		171
Résultat	7 786	-7 786		2 671
Dividendes		7 856		
<b>Total</b>	<b>121 007</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>115 822</b>

Le capital social d'AllianzBanque s'élève à 92 252 768,19 euros, divisé en 22.445.929 actions de euros de 4.11 nominal.

**Note 17. Ventilation de certains actifs/ passifs selon la durée résiduelle**

En milliers d'euros	A vue	Eléments non ventilables	D<3mois	3M<D<1an	1an<D<5ans	D>5ans	Dettes et créances rattachées	31/12/2025
<b>Actif</b>								
Créances sur établissements de crédit	2 781	0	0	0	0	380	7	3 168
Créances sur la clientèle	1 882	1 180	19 948	66 677	251 322	360 689	1 418	703 116
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	21 964	36 252	62 071	0	1 016	121 303
<b>Passif</b>								
Dettes envers les établissements de crédit	89	0	0	0	0	380	5	474
Dettes envers la clientèle	398 047	0	670	7	0	0	1 659	400 383
Dettes représentées par un titre	0	0	85 400	260 000	90 000	0	3 181	438 581

**Note 18. Engagement de l'activité bancaire**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
<b>Engagements donnés</b>	<b>56 265</b>	<b>68 528</b>
Engagements de financement	38 949	52 709
en faveur de la clientèle	38 949	52 709
Engagements de garantie	17 316	15 819
d'ordre d'établissements de crédit	85	80
d'ordre de la clientèle	17 231	15 739
<b>Engagements reçus</b>	<b>2 098 891</b>	<b>2 168 963</b>
Engagements de financement+A582	40 990	39 876
reçus des établissements de crédit <sup>(1)</sup>	0	0
Engagements de garantie	2 057 901	2 128 543
reçus de la Clientèle <sup>(2)</sup>	0	0
Engagements sur titres	0	544
autres engagements reçus	0	0

(1) Engagement de financement reçu correspondant à l'accès au refinancement de l'Eurosystème en contrepartie des titres gagés auprès de la Banque de France dans le cadre de la gestion globale des garanties (Pool 3 G).

(2) Garanties reçues de la clientèle dans le cadre de l'octroi de crédits et de cautions par Allianz Banque composées principalement d'assurances-vie (montants non repris dans le tableau page 1 qui ne présente que les garanties reçues d'établissements de crédit).

**Note 19. Opérations sur instruments financiers à terme par types de contrat (valeurs nominales des contrats)****1- Engagements en montants notionnels <sup>(1)</sup>**

En milliers d'euros	31/12/2025			31/12/2024		
	Opérations de couverture	Opérations spéculatives	Total	Opérations de couverture	Opérations spéculatives	Total
<b>Sur marchés de gré à gré</b>	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux			-			-
<b>Sur marchés organisés</b>	<b>717 190</b>	<b>77 500</b>	<b>794 690</b>	<b>735 899</b>	<b>90 000</b>	<b>825 899</b>
Swaps de taux	717 190	77 500	794 690	735 899	90 000	825 899
Options de taux						
<b>Total</b>	<b>717 190</b>	<b>77 500</b>	<b>794 690</b>	<b>735 899</b>	<b>90 000</b>	<b>825 899</b>

(1) Les swaps sont déclarés uniquement pour la branche prêteuse.

Conformément au règlement 648/2012 EMIR, les nouveaux swaps sont négociés en chambre de compensation.

**2- Engagements en "juste valeur"**

En milliers d'euros	31/12/2025			31/12/2024		
	Opérations de couverture	Opérations spéculatives	Total	Opérations de couverture	Opérations spéculatives	Total
Swaps de taux	27 335	236	27 571	22 528	315	22 843
<b>Total</b>	<b>27 335</b>	<b>236</b>	<b>27 571</b>	<b>22 528</b>	<b>315</b>	<b>22 843</b>

**3- Equivalent risque de crédit <sup>(1)</sup>**

En milliers d'euros	Coût de remplacement positif	Equivalent risques pondérés
Etablissements de crédit	30 209	3 123
Clientèle	-	-
<b>Total</b>	<b>30 209</b>	<b>3 123</b>

<sup>(1)</sup> L'équivalent risque de crédit est déterminé conformément aux méthodes préconisées par le règlement 575/2013 - CRDIV

**4- Echancier**

En milliers d'euros	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total
<b>Sur marchés organisés</b>	<b>127 440</b>	<b>287 707</b>	<b>379 543</b>	<b>794 690</b>
Swaps de taux	127 440	287 707	379 543	794 690
<b>Total</b>	<b>127 440</b>	<b>287 707</b>	<b>379 543</b>	<b>794 690</b>

**Note 20. Actifs et passifs en devises****1. Engagements en montants nominaux**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Opérations de change : monnaies à recevoir	0	0
Opérations de change : monnaies à livrer	0	0

**2. Equivalent risque de crédit <sup>(1)</sup>**

En milliers d'euros	Coût de remplacement positif	Equivalent risques pondérés
Etablissements de crédit	-	0
Clientèle	-	-
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

(1) L'équivalent risque de crédit est déterminé selon la méthode d'exposition initiale conformément aux méthodes préconisées par le règlement 575/2013 - CRDIV mis à jour selon le règlement 2019/876

**Note 21. Intérêts, produits et charges assimilées**

En milliers d'euros	31/12/2025		31/12/2024	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec les établissements de crédit	-7 242	15 769	-6 032	27 578
Opérations avec la clientèle	-3 133	18 421	-4 026	19 780
Obligations et autres titres à revenu fixe	-13 125	3 894	-21 055	3 711
Autres opérations		-		0
<b>Total</b>	<b>-23 500</b>	<b>38 084</b>	<b>-31 113</b>	<b>51 069</b>

**Note 22. Revenus des titres à revenu variable**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Titres de placement	3	3
Participations et activités de portefeuille	6	7
Parts dans les entreprises liées	2	2
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>12</b>

**Note 23. Commissions**

En milliers d'euros	31/12/2025		31/12/2024	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec les établissements de crédit				
Opérations avec la clientèle	-6 092	960	-6 095	988
Opérations sur titres	0	0	0	0
Opérations de change	0	1	0	1
Opérations de hors bilan	-41	0	-43	0
Opérations sur moyens de paiement	-1 699	1 035	-1 720	1 083
Prestations de services financiers	-2 713	20 417	-2 262	20 360
<b>Total</b>	<b>-10 545</b>	<b>22 413</b>	<b>-10 120</b>	<b>22 432</b>

**Note 24. Gains et pertes sur portefeuille de négociation**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Opérations sur titres de transactions		
Opérations de change	-2	20
Opérations sur instruments financiers	232	-544
De taux d'intérêt	232	-544
<b>Total</b>	<b>230</b>	<b>-524</b>

**Note 25. Gains et pertes sur portefeuille de placement**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
<b>Opérations sur titres de placement</b>		
Plus-values de cession	455	1 738
Moins-values de cession	-3 830	
Dotations aux dépréciations	-6	-193
Reprises des dépréciations	4 297	80
<b>Total</b>	<b>916</b>	<b>1 625</b>

Les moins-values enregistrées sont compensées par des reprises de provisions et se rapportent à la liquidation de la dernière position figurant dans le portefeuille d'investissement historique de run-off portfolio.

**Note 26. Charges et produits d'exploitation bancaire**

En milliers d'euros	31/12/2025			31/12/2024		
	Charges	Produits	Net	Charges	Produits	Net
Quote-part des partenaires sur opérations bancaires faites en commun				0		
Produits rétrocédés & Charges refacturées	-4 248		-4 248	-4 223		-4 223
Dotations & reprises de dépréciations						
Autres charges et produits <sup>(1)</sup>	-150	3 809	3 659	-164	4 055	3 891
<b>Total</b>	<b>-4 398</b>	<b>3 809</b>	<b>-589</b>	<b>-4 387</b>	<b>4 055</b>	<b>-332</b>

(1) La subvention reçue du Groupe, par Allianz Banque, en rémunération de son apport commercial est de 1,2 millions en décembre 2025, à l'identique de celle perçue en 2024.

**Note 27. Charges générales d'exploitation**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
<b>Frais de personnel</b>	<b>-11 814</b>	<b>-11 627</b>
Salaires et traitements	-7 028	-6 881
Charges sociales	-3 713	-3 540
dont charges de retraite	-716	-692
Intéressement et participation	-405	-541
Impôts et taxes afférentes	-983	-994
Charges de personnel refacturées	312	302
Autres charges du personnel	0	0
Provisions pour charges de personnel	3	28
dont provision pour indemnités de départ à la retraite	-4	14
<b>Autres frais administratifs</b>	<b>-11 580</b>	<b>-11 705</b>
Impôts et taxes	-133	-200
Services extérieurs	-11 510	-11 561
dont commissions apporteurs	-598	-464
Charges refacturées	63	56
Provisions pour frais administratifs	0	0
<b>Total</b>	<b>-23 394</b>	<b>-23 332</b>

Le montant correspondant aux dépenses de Commissariat aux comptes s'élève à 160 milliers d'euros hors taxes en 2025 à l'identique de 2024.

Effectif moyen équivalent temps plein	31/12/2025	31/12/2024
Employés	30	33
Cadres	76	72
<b>Total</b>	<b>106</b>	<b>105</b>

L'ensemble des rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction d'Allianz Banques s'est élevé à 409 milliers d'euros pour l'exercice 2025

**Note 28. Coût du risque**

En milliers d'euros		31/12/2025	31/12/2024
<b>Créances</b>	<b>Dotations</b>	<b>-40</b>	<b>-18</b>
	<b>Reprises</b>	<b>18</b>	<b>414</b>
	Reprises utilisées	4	59
	Reprises devenues disponibles	14	355
	<b>Récupération sur créances amorties</b>	<b>5</b>	<b>8</b>
<b>Risque hors-bilan</b>	Dotations <sup>(1)</sup>		
	Reprises utilisées		
	Reprises devenues disponibles		
<b>Créances irrécouvrables</b>	<b>Couvertes</b>	<b>-4</b>	<b>-59</b>
	<b>Non couvertes</b>	<b>-3</b>	<b>-18</b>
	<b>Solde</b>	<b>-24</b>	<b>327</b>

**Note 29. Impôts sur les bénéfices**

Allianz Banque est intégrée fiscalement auprès de la société Allianz Holding France depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008 (date d'intégration de la société dont la dénomination sociale était alors Banque AGF). La convention d'intégration stipule que l'impôt à la charge de Allianz Banque correspond au montant qui au rait grevé son résultat si elle était imposable distinctement, déduction faite de l'ensemble des droits à imputation dont elle aurait bénéficié en l'absence d'intégration.

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Impôts sur exercices antérieurs	0	-10
Impôts de l'exercice	-946	-2 111
Impôts différés sur exercices antérieurs	0	7
Impôts différés	-129	-369
<b>Total</b>	<b>-1 075</b>	<b>-2 483</b>

**Note 30. Comptes consolidés**

Les comptes d'Allianz Banque sont consolidés par intégration globale auprès d'Allianz France, qui détient 100% du capital.

**Note 31. Risques souverains**

En milliers d'Euros	Créances	Garanties données	Garanties reçues	Total
Royaume de Belgique	4 596			4 596
République française	149 159			149 159
<b>Total</b>	<b>153 755</b>			<b>153 755</b>

**Note 32. Litiges**

À la date de clôture des comptes, Allianz Banque ne fait face à aucun litige en cours susceptible d'avoir un impact significatif sur sa situation financière, son résultat ou ses perspectives ;

**V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**  
(Exercice clos le 31 décembre 2025)

A l'assemblée générale  
**ALLIANZ BANQUE S.A.**  
1 cours Michelet - CS30051  
92076 Paris La Défense Cedex Opinion

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Allianz Banque S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2023-03 exposées dans le paragraphe 3 « Principes généraux et méthodes d'évaluation » de la note 1 « Référentiel organisationnel et comptable » de l'annexe aux comptes annuels.

### Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Prestations essentielles externalisées auprès de Arkéa Banking Services, filiale du Groupe Crédit Mutuel Arkéa

Risque identifié	Notre réponse
Le modèle opérationnel d'Allianz Banque S.A. s'appuie sur une externalisation auprès du Groupe Crédit Mutuel Arkéa, qui effectue le traitement des opérations bancaires jusqu'à l'intégration des données dans les systèmes d'information, tel que renseigné dans le paragraphe 4 « Autres points » de l'annexe aux comptes annuels.	Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons examiné les dispositions contractuelles encadrant les prestations de services fournies par Arkéa Banking Services. Nous avons également pris connaissance du dispositif de gouvernance et des modalités de pilotage des prestations essentielles externalisées mis en place par Allianz Banque S.A., en nous appuyant notamment sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les échanges entre les fonctions de contrôle périodique et de contrôle permanent d'Allianz Banque avec celles d'Arkéa Banking Services ;</li> <li>• les travaux de contrôle réalisés par ces fonctions et leurs conclusions ;</li> <li>• les modalités de reporting établies entre Arkéa Banking Services et la direction d'Allianz Banque S.A.</li> </ul>
Dans ce contexte, Allianz Banque S.A. a déployé une gouvernance spécifique pour s'assurer de la qualité des prestations servies et de la fiabilité des informations transmises par le prestataire conformément aux dispositions contractuelles de service.	
La fiabilité des informations financières dépend ainsi de la qualité et des délais de transmission des informations communiquées par le prestataire externe.	Nous avons apprécié la qualité de mise en œuvre du processus d'intégration des flux de gestion dans le système comptable d'Allianz Banque en testant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les contrôles généraux informatiques de ce processus, notamment celui relatif à l'accès aux traitements d'exploitation ;</li> <li>• les contrôles clés permettant d'assurer l'exhaustivité des flux traités et l'intégrité de l'intégration des données dans le système comptable.</li> </ul>
Les prestations essentielles externalisées auprès d'Arkéa Banking Services sont donc considérées comme un point clé de l'audit en raison des volumes significatifs d'opérations gérées transitant par leurs systèmes d'information.	Nous avons testé l'efficacité des contrôles comptables clés mis en œuvre par la Direction des métiers bancaires d'Allianz Banque S.A. pour évaluer la fiabilité des données reçues du prestataire.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

### Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

### Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

#### Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société ALLIANZ BANQUE S.A. par votre assemblée générale du 29 mai 2018 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 16 mai 2019 pour le cabinet RSM Paris.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la huitième année de sa mission sans interruption et le cabinet RSM Paris dans la dix-neuvième année.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

#### ***Objectif et démarche d'audit***

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### ***Rapport au comité d'audit***

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris, le 13 mai 2026

Les commissaires aux comptes

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
Antoine Harlé

**RSM PARIS**  
Timothée Holz

### **VI. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.